



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2009

Contexte Général

L'exercice 2008-2009 est marqué par les effets de la crise financière internationale qui engendre une récession économique mondiale et entraîne la baisse des prix des biens primaires (produits agricoles et produits pétroliers) sur les marchés. Haïti subit les contrecoups de cette crise mais de façon bien moindre que les autres pays de la zone qui dépendent de façon significative pour leur croissance : i) des flux touristiques internationaux, ii) des flux d'investissements directs internationaux et, iii) des flux d'exportations de biens. En effet, si le pays enregistre un ralentissement du rythme de croissance des transferts, il bénéficie simultanément et paradoxalement d'une amélioration sensible de ses termes de l'échange suite à la baisse des prix des produits primaires qui absorbent une part considérable des devises dont il dispose.

Évolution du PIB et des Revenus

Le produit intérieur brut (PIB) a cru de 2.9% en 2008/09 en dépit de la récession enregistrée par les principaux partenaires économiques d'Haïti. Ce taux, qui correspond plus ou moins à celui de la population, est toutefois bien supérieur au taux de croissance du PIB de 0.8% enregistré en 2007/08. Sur le plan sectoriel, cette croissance résulte en partie de l'augmentation de la production agricole (+5.2%) tandis que sur le plan des agrégats macroéconomiques elle est attribuable à une amélioration de la balance commerciale.

Le PIB en valeur courante a été estimé pour l'exercice 2008-2009 à 266.9 milliards de gourdes équivalent à 6.56 milliards de dollars américains, valeur qui correspond à un PIB per capita d'un peu plus de 695 dollars US.

En ajoutant au PIB les transferts courants nets publics et privés de 1.63 milliards de dollars, on obtient une approximation réaliste du revenu national de l'ordre de 8.19 milliards de dollars, soit un revenu par habitant de près de 870 dollars US par année. L'offre globale de biens et de services a été pour sa part estimée à 384.1 milliards de gourdes courantes, soit l'équivalent de 9.4 milliard de dollars US.

Le dernier semestre fiscal a été dominé par un débat houleux sur le niveau approprié de l'ajustement du salaire minimum qui a été finalement fixé à 200 gourdes/jour pour les secteurs tournés vers le marché local et les secteurs d'exportation hors sous-traitance internationale et à 125 gourdes/jour (minimum de référence pour le calcul du salaire à la pièce permettant d'atteindre les 200 gourdes pour un niveau donné de productivité) pour les entreprises du secteur de la sous-traitance. Selon la majorité des employeurs, un ajustement de plus de 100% du salaire minimum conduirait à la fermeture de nombreuses entreprises et augmenterait le chômage. L'absence quasi-totale de données sur l'emploi ne permet pas d'estimer l'évolution du chômage durant l'année 2008/09. De toute façon, le vote tardif de la loi sur le salaire minimum ne permet pas de mesurer son impact sur la fin de l'année fiscale.

Relations Économiques Internationales

Les exportations de biens et services ont progressé de près de 12% tandis que les importations de biens et services ont régressé de 1.4% à cause essentiellement de la baisse de prix des biens primaires sur le marché international. Ces derniers avaient atteint des niveaux extrêmement élevés en 2008. Les importations de biens à l'exclusion des services ont même reculé de -3.56%, se situant à 2,032 millions de dollars mais dépassant de loin les exportations de biens qui se sont chiffrées à un montant brut de 551 millions de dollars. En considérant uniquement la valeur ajoutée des exportations de sous-traitance internationale (76% du total des exportations), les exportations haïtiennes ont atteint le montant plus que modeste de 251.3 millions de dollars et n'ont pu financer que moins de 30% des importations.

En volume, tant les exportations que les importations ont évolué à la hausse. Enfin, grâce essentiellement à la chute des prix des biens primaires, produits agricoles et produits pétroliers, qui à eux deux, représentent un peu plus de la moitié des importations haïtiennes, les termes de l'échange se sont améliorés en 2008/09 (+30.8%) selon la CEPAL. Ce renversement de tendance après huit (8) années de détérioration continue des termes de l'échange d'Haïti a exercé une influence positive sur le taux de croissance du PIB.

Le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est amélioré, passant de 4.4% à 3.5% du PIB. D'une façon générale, la position extérieure d'Haïti a enregistré une évolution positive sous l'effet de la hausse de la valeur des exportations et de la baisse de la valeur des importations, et des transferts courants privés qui ont atteint le montant de 1 375.6 millions de dollars en 2008/09.

Le comportement du compte de capital a lui aussi été favorablement influencé par l'annulation d'une partie de la dette externe d'Haïti (environ 900 millions de dollars), ce qui a entraîné une réduction du service de la dette qui est passé à 36.1 millions de dollar contre 49.2 millions en 2007/08. L'encours de la dette externe totale a chuté à 1 247.1 millions de dollars en 2009 contre 1 884.7 millions de dollars a en 2008, nonobstant les nouveaux emprunts contractés.

L'évolution favorable des entrées par rapport aux sorties de devises, s'est soldée par une accumulation nette de réserves de change en 2008/09 de l'ordre de 156.4 millions de dollars. En septembre 2009, le stock des réserves nettes de change atteignait 575.6 millions de dollars US.

Monnaie, Inflation et Taux de Change

Le crédit à l'économie a cru de 16.4% sur l'année fiscale passant de 53.6 à 62.4 millions de gourdes. Le crédit en dollar continue à excéder le crédit en gourdes représentant près des deux tiers du total. Le crédit au secteur privé s'est accru de 14.7% passant de 37.5 milliards en septembre 2008 à 43.0 milliards de gourdes en septembre 2009 et atteignait 69% de l'encours total à la fin de l'année fiscale.

Les dépôts en dollar dépassent également les dépôts en gourdes pour atteindre 54% du total des dépôts, consolidant leur position dominante, puisque leur croissance de 13.3%, sur l'exercice est supérieure au rythme de croissance des dépôts en gourdes de 11.2%. D'ailleurs, la croissance des dépôts en gourdes est due essentiellement à l'augmentation des dépôts à vue, la quasi-monnaie n'ayant cru que de 3.2%. Ajoutons que le montant des dépôts à terme en gourdes a même régressé, les banques estimant leur coût de détention trop cher par rapport à leur rendement, compte tenu de la baisse des revenus espérés des bons BRH et de la relative atonie du crédit au regard des ressources disponibles susceptibles d'être prêtées, ce qui engendre la surliquidité chronique du système.

L'ensemble des taux d'intérêt a évolué à la baisse sur l'année 2008/09. Ainsi, les taux sur les dépôts en gourdes déjà très faibles en octobre 2008, suivaient le mouvement à la baisse imprimé par la Banque Centrale (le taux sur les bons BRH à 91 jours qui était de 8% en septembre 2008 descendait à 5% en septembre 2009), d'autant plus que cette dernière maintenait constant l'encours de bons autour de 9.5 milliards de gourdes sur l'année, accentuant la surliquidité des banques. De même, les taux offerts par les banques sur les dépôts à terme en gourdes qui étaient en moyenne de 2.75% à la fin de 2007/08 se rapprochaient d'une moyenne de 1.15% à la fin du mois de septembre 2009. Quant aux taux sur les dépôts en dollar (1.80% en moyenne en septembre 2009), ils calquaient le mouvement de déclin de taux enregistré aux Etats-Unis suite à la forte réduction des taux de référence organisée par la Federal Reserve Bank en vue de réanimer l'économie américaine. Le rapprochement des taux de rémunération des dépôts libellés en gourde de ceux libellés en dollar renforçait la préférence de la clientèle pour les dépôts en dollar vu la plus grande stabilité de cette monnaie et l'inflation plus faible des prix exprimés en dollar.

Dans l'ensemble, les taux réels sur dépôts ont été négatifs durant l'année fiscale. Par contre, les taux moyens pondérés sur prêts, bien qu'ayant été révisés à la baisse, sont demeurés fortement positifs vu que le taux d'inflation reculait sensiblement en 2008/09 comparativement à l'année 2007/08. En effet, le taux d'inflation moyen annuel qui était de 14.4% en

2007/08 descendait à 3.9% en 2008/09 et était même négatif (-4.7%) en glissement annuel entre les mois de septembre 2008 et septembre 2009 alors qu'il se situait à 19.8% en glissement annuel entre les mois de septembre 2007 et septembre 2008. Il faut souligner que la baisse des prix des principales marchandises importées a été nettement plus importante que celle des prix sur le marché national. Cela est dû en partie à la dépréciation nominale de la gourde qui a été de 6.3% par rapport à la moyenne de l'année 2007/08. En vue de contenir une dépréciation trop rapide de la gourde, la BRH s'est montrée très active sur le marché des changes même si elle est intervenue pour des montants moindres qu'en 2007/08; en effet, elle a acheté 17.2 millions de dollars sur le marché contre 43.5 millions en 2007/08 et en a vendu 83.1 millions contre 102.5 millions en 2007/08 lorsque la hausse vertigineuse des prix internationaux avaient fortement influencé la demande de devises. Toutefois, le taux de change réel (qui tient compte du différentiel d'inflation entre Haïti et les Etats-Unis notamment) s'est apprécié de 2.5%, ce qui a contribué à affecter négativement la compétitivité des secteurs d'exportation en Haïti, phénomène qui couplé à l'ajustement du salaire minimum, devrait faire l'objet de l'attention des autorités économiques.

Finances Publiques

Favorisées par la reprise de la consommation et des importations, les recettes publiques ont augmenté de 17.2% passant de 26.7 milliards de gourdes en 2007/08 à 31.3 milliards de gourdes en 2008/09. Les recettes douanières (9.0 milliards de gourdes) ont représenté 29% du total tandis que l'impôt sur le revenu comptait pour 17.4% du total et la TCA pour 29,1%. En additionnant les droits de douane et la TCA collectée directement aux ports d'entrée, les taxes captées à l'importation ont contribué pour près de la moitié des recettes. Il faut souligner la forte baisse des recettes provenant de l'impôt sur le revenu entre 2008 et 2009 (-41.3%), ces dernières passant de 9.3 à 5.4 milliards de gourdes alors que le PIB a cru de 2.9%, que les prix en moyenne annuelle n'ont pas baissé et que les recettes douanières ainsi que la TCA ont augmenté.

Le ratio fiscal s'est amélioré de plus d'un point de pourcentage, passant de 10.64% du PIB en 2007/08 à 11.73% du PIB en 2008/09, en conformité avec l'accord signé entre le gouvernement et le FMI.

Soulignons que les autorités ont procédé à un remaniement partiel du tarif douanier durant l'exercice, dont les effets se feront sentir en 2009/10.

Les dépenses publiques ont atteint le montant de 35.5 milliards de gourdes, soit 13.3% du PIB. Les dépenses de fonctionnement ont constitué la majeure partie du total, et à l'intérieur de ces dernières, la masse salariale (14.4 milliards de gourdes) compte pour 40.7% des dépenses publiques. Les dépenses d'investissement financées à partir des fonds du Trésor Public ont été légèrement inférieures à celles de l'année 2007/08 (5.9 contre 6.0 milliards de gourdes). Les investissements totaux qui comprennent les dépenses effectuées à partir de fonds externes ont augmenté par rapport à l'année antérieure. Les intérêts de la dette interne et externe (1.33 milliard de gourdes contre 730 millions en 2008) constituent moins de 4.3% des dépenses totales. Remarquons qu'en 2008/09, les intérêts payés sur la dette interne ont été supérieurs à ceux payés sur la dette externe.

Le déficit public après ajustement (2.32 milliards de gourdes) équivaut à moins de 1% du PIB, mais contraste avec le surplus obtenu en 2007/08. Ce déficit a été financé à hauteur de 2.5 milliards de gourdes par la BRH, ce qui implique que le Trésor Public a effectué des remboursements à d'autres créanciers dont la BNC. Le financement interne relativement faible coïncidant avec des entrées relativement importantes de devises a permis d'éviter une dépréciation rapide et forte de la gourde et n'a quasiment joué aucun rôle dans la hausse modérée des prix en moyenne mensuelle sur l'année.

Impact sur la UNIBANK et Perspectives

La UNIBANK malgré le contexte difficile a enregistré d'excellents résultats en 2009, comme en témoigne le revenu net pour la période qui atteint 521.3 MG. Les facteurs expliquant ce paradoxe, s'énumèrent ainsi :

- Forte dynamique de Marketing orientée vers la détection des Opportunités et la Captation de parts de marché ;
- Volonté de satisfaire les besoins des agents économiques présents sur le marché domestique et dans la Diaspora ;
- Choix judicieux des opérations de prêts ;
- Diversification des sources de revenus ;
- Contrôle rigoureux des dépenses ;
- Gestion permanente du risque de taux et de l'écart entre les taux créditeurs et débiteurs.

Concernant les perspectives pour l'exercice 2010, la UNIBANK doit simultanément :

- i) gérer les effets négatifs du tremblement de terre du 12 janvier 2010 et,
- ii) participer pleinement aux efforts de reconstruction de la nation haïtienne en apportant sa contribution dans ses domaines de compétence.